

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00284

Numéro SIREN : 834 069 197

Nom ou dénomination : 2 K NETTOYAGE

Ce dépôt a été enregistré le 10/01/2018 sous le numéro de dépôt 1421

**SOCIETE 2 K NETTOYAGE**

Société par Action Simplifiée S.A.S

Au capital de : 1000€

Siège social : 56 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine

**PROCES VERBAL DE NOMINATION DU PRESIDENT  
DE LA SOCIETE 2 K NETTOYAGE**

GREFFE TRIBUNAL DE  
COMMERCE DE NANTERRE

10 JAN. 2018

DEPOT N° 1421

le 09 AOUT DEUX MILLE DIX SEPT , les associés de **2 K NETTOYAGE**

Société par Actions Simplifiée  
au capital de 1000 Euros

se sont réunis au siège social 16 rue Jesse Owens ,93210 La Plaine Saint-Denis aux fins de nomination du PRESIDENT DE LA SASU

Etait présent :

**Monsieur KONE Mamadou**

Né le 01 janvier 1978 à GBON (COTE D'IVOIRE)

De nationalité Ivoirienne

Demeurant 56 rue de la Comète, 92600 Asnières-sur-Seine

Détenant 70(soixante - dix) actions ,soit 70 % des actions

**Monsieur KOJADIO Kouabena Wilfried Delafosse**

né le 25 avril 1980 à DABOU (Cote d'Ivoire)

de nationalité ivoirienne

Demeurant 01 BP 5945 Abidjan 01 (Cote d'Ivoire)

Détenant 30(trente) actions ,soit 30 % des actions

TOTALITE DES ACTIONS :

100 parts

L'assemblée est présidée par M **KONE Mamadou**

Il est constaté que les deux associés présents détiennent l'ensemble des 100 actions représentant la totalité des actions et qu'en conséquence l'assemblée est habilitée à prendre la décision à l'ordre du jour.

Le président déclare que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**NOMINATION DU président de la société 2 K NETTOYAGE**

Après délibération la résolution suivante est prise :

PREMIERE ET UNIQUE RESOLUTION :

**Monsieur KONE Mamadou est nommé président à l'unanimité  
pour UNE DUREE ILLIMITEE.**

et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.


Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de L'empêcher d'exercer ce mandat.

De tout ce qui précède il a été rédigé le présent procès-verbal, signé par tous les présents.

Fait à Saint-Denis , le 26 septembre 2017

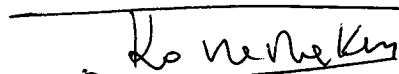
1<sup>er</sup> associé

KOUJADIO Kouabena Wilfried Delafosse

lu et approuvé  


2<sup>ème</sup> associé

KONE Mamadou



Bon Pour acceptation  
du Poste de Président

**2 K NETTOYAGE S.A.S**  
 Société par Actions Simplifiée au capital de 1000 euros  
 Siège social : 56 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine

**STATUTS**

Les soussignés :

**Monsieur KONE Mamadou**  
 Né le 01 janvier 1978 à GBON (COTE D'IVOIRE)  
 De nationalité Ivoirienne  
 Demeurant 56 rue de la Comète, 92600 Asnières-sur-Seine  
 et  
**Monsieur KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse**  
 né le 25 avril 1980 à DABOU (Cote d'Ivoire)  
 de nationalité ivoirienne  
 Demeurant 01 BP 5945 Abidjan 01 (Cote d'Ivoire)

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer entre eux.

**TITRE I :**  
**FORME JURIDIQUE - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE**

**ARTICLE 1 : FORME**

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

**ARTICLE 2 : OBJET**

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

Nettoyage courant et entretien et remises en état pour particuliers et sociétés, syndicats d'immeubles et collectivités, tous locaux à usage d'habitation, industriels et commerciaux. Petits travaux d'entretien, vente et achat de toutes marchandises non réglementées.

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

**ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE**

La société prend la dénomination sociale suivante :

K K W I

K M

## 2K NETTOYAGE S.A.S

Dans tous les documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être immédiatement précédée ou suivie des mots " Société par Actions Simplifiée " ou des initiales "S.A.S".

### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :: 56 Rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine

Le siège social détermine, notamment, la loi applicable et la compétence des juridictions en cas de litige. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du Comité de direction habilité à modifier les statuts. En cas de transfert sur décision du Comité de direction, cette décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

### ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux présents statuts. Cette durée peut être prorogée une ou plusieurs fois, par décision collective des associés prise un an au moins avant la date d'expiration de la société sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans. Les décisions de dissolution anticipée de la société sont prises dans les mêmes formes et dans le même délai que ceux indiqués ci-dessus.

### TITRE II :

#### APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROIT ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

### ARTICLE 6 : APPORTS

#### *I - Apports en numéraire*

Les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins LA MOITIE de leur montant selon les dispositions. Les actions doivent être souscrites en totalité par les associés.

Les soussignés ont fait les apports en numéraire suivants à la société :

Monsieur KONE Mamadou apporte à la société la somme de :	700 euros
Monsieur KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse apporte à la société la somme de :	300 euros
	_____
TOTAL :	1.000 Euros

Cette somme a été versée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, auprès de l'organisme bancaire suivant :

**L C L Asnieres-sur-Seine**  
32 Gde rue Charles De Gaulle  
92600 Asnieres-sur-Seine

KKWD

Kπ

Le cas échéant, la libéralisation du surplus interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du président, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. Toutefois, le capital doit être entièrement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Le retrait de la somme mentionnée ci-dessus sera effectué par le président sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

## II - Apports en nature

Aucun apport en nature

## III - RECAPITULATION DES APPORTS EN CAPITAL :

APPORTS EN NUMERAIRE .....	1.000 Euros
APPORTS EN NATURE.....	NEANT
	_____
TOTAL EGAL AU MONTANT DU CAPITAL SOCIAL :	
1.000 Euros	=====

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à : 1.000 EUROS (MILLE EUROS)

Il est divisé en 100 ACTIONS (cent actions) égales d'une valeur nominale de 10 EUROS (DIX Euros).  
Les parts sociales sont numérotées.

Ces actions, souscrites en totalité par les associés, sont entièrement libérées.

Elles sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs de la manière suivante :

Monsieur KONE MAMADOU se voit attribuer par apport en numéraire : SOIXANTE DIX ACTIONS numérotées de 001 à 070	70 actions
Monsieur KOJADIO Kouabena Wilfried Delafosse se voit attribuer par apport en numéraire : TRENTE ACTIONS numérotées de 71 à 100	30 actions
	_____

SOIT LA TOTALITE DES ACTIONS : 100 actions  
=====

## ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du Comité de Direction. Les associés peuvent déléguer au Comité de Direction les pouvoirs

KKW1

K7

nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévue par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription d'actions de numéraire nouvellement émises. Toutefois les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### **ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables. Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### **ARTICLE 10 - DROIT ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

- 1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
- 3 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
- 4 - En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.
- 5 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la conditions d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

#### **TITRE III :**

#### **TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES**

##### **ARTICLE 11 - Modalités de transmission des actions**

Les actions sont librement négociables. La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

##### **ARTICLE 12 - Inaliénabilité des actions**

Pendant une durée de DEUX ans à compter de la date d'immatriculation de la Société les associés ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président doit lever l'interdiction de cession des actions en cas d'exclusion, dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts, d'un actionnaire personne physique ou d'une société actionnaire dont le contrôle serait modifié ainsi qu'en cas de révocation d'un dirigeant actionnaire.

##### **ARTICLE 13 - Droit de préemption**

À l'expiration de la période d'inaliénabilité visée à l'article 12 ci-dessus :

- 1 - Toute cession d'actions, même entre actionnaires, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies ci-après.
- 2 - L'actionnaire cédant notifie au Président et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession en indiquant :
  - le nombre d'actions concernées, les informations concernant le cessionnaire envisagé : nom,

KKWD

Ka

prénoms, adresse et nationalité, s'il s'agit d'une personne physique ; dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité des dirigeants, s'il s'agit d'une personne morale,

- le prix et les conditions de la cession envisagée.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de TROIS (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions dont la cession est projetée, le cédant pourra réaliser librement ladite cession, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'ARTICLE 14 des statuts).

3 – Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Ce droit de préemption est exercé par notification adressée au Président dans un délai de DEUX (2) MOIS à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4 – A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la procédure de préemption. Lorsque les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés intéressés au prorata de leur participation au Capital de la Société et dans la limite de leurs demandes. Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire et dans les conditions mentionnées dans la notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts).

5 – En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions doit intervenir dans un délai de trente jours au prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

#### **ARTICLE 14 – Agrément**

1 - Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable donné par décision collective des associés prise à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote sachant que les actions du cédant ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2 – La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, les nom, prénom, adresse, nationalité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, la dénomination, la forme, le siège social, le numéro RCS, le montant et la répartition du capital et l'identité des dirigeants s'il s'agit d'une personne morale. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux actionnaires.

3 – Les associés disposent d'un délai de TROIS (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître leur décision au cédant. Cette notification est effectuée par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai indiqué ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4 – Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5 – En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé au plus tard dans un délai de quinze Jours à compter de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

6 – En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai D'UN MOIS (1) à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs actionnaires ou par des tiers agréés selon la procédure prévue. Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis. Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans un délai de SIX (6) mois à compter de l'acquisition, de les céder ou de les annuler. Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

KKWD

KM

**ARTICLE 15 – Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

**ARTICLE 16 – Modifications dans le contrôle d'une Société associée**

1 - En cas de modification du contrôle d'une Société associée, celle-ci doit en informer le Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze Jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et toutes informations concernant les nouvelles personnes exerçant le contrôle. Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts.

2 – Dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3 – Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

**ARTICLE 17 – Exclusion d'un associé**

Exclusion de plein droit. Tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit. Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants : - violation des dispositions des présents statuts ; - exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ; - révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ; - faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société, notamment condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ; - changement de contrôle d'une société associée.

Modalités de la décision d'exclusion. L'exclusion d'un associé est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, étant précisé que l'associé objet de la procédure d'exclusion participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Formalités de la décision d'exclusion. La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée vingt et un jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; - notification des mêmes informations à tous les autres associés ; - convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard huit jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux ; - lors de la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion, l'associé concerné peut se faire assister ou représenter par un conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

Effets de décision d'exclusion. La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des causes d'agrément (et ou de préemption) prévues aux présents statuts. La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président. L'exclusion a pour effet de suspendre les droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu. L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de trente jours à compter de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus. Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est fixé d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, il est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Il doit être payé dans un délai de trente jours à compter de la décision de fixation du prix.

KKWD

K7

**ARTICLE 18 – Location d'actions**

En cas d'autorisation de la location. Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L. 239-2 du Code de commerce. Le locataire des actions doit être agréé dans les conditions prévues ci-dessus. Le refus d'agrément du locataire interdit la location effective des actions. La location n'est opposable à la Société que si le contrat de location, établi par acte sous seing privé et soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou établi par acte authentique, lui a été signifié par acte extra judiciaire ou si ledit contrat a été accepté par son représentant légal dans un acte authentique. La fin de la location doit également être signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes. La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres normatifs de la Société. Cette mention sera supprimée du registre des titres dès que la fin de la location aura été signifiée à la société. Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et fin de contrat. Si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent, en outre, être évaluées à la fin de chaque exercice comptable. Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société. Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire. A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées. Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt. – En cas d'interdiction de la location d'actions, la location des actions est interdite.

**TITRE IV –**

**ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE  
COMMISSAIRES AUX COMPTES  
CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

**ARTICLE 19 – Président de la Société**

La Société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un **PRÉSIDENT**, personne physique ou morale, associé ou non de la Société. Les associés ont la faculté de nommer un Président non associé de la Société. Le premier Président de la Société est désigné par décision collective des actionnaires. En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit, obligatoirement, désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président est nommé pour une durée **INDETERMINEE**.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à deux mois, un président remplaçant est désigné par décision collective des associés pour la durée du mandat restant à courir.

**Révocation.** La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des actionnaires autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvre droit une indemnisation du Président.

Les statuts peuvent prévoir les motifs graves justifiant la révocation.

Si la révocation peut être prononcée sans juste motif. La révocation du Président peut être prononcée à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou de plusieurs associés réunissant au moins 75 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette

KKWD

K7

révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants : - dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ; - exclusion du Président associé ; - interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale ; - incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération. La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des actionnaires.

Pouvoirs. Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des domaines expressément réservés par les dispositions légales et les présents statuts à la collectivité des associés. Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des actionnaires.

Énumération des décisions soumises à autorisation préalable des actionnaires.

Par exemple :

- investissements supérieurs à dix mille euros ; - acquisition ou cession d'un fonds de commerce ou d'éléments du fonds de commerce ; - prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce ; - acquisition et cession de participations ; - octroi de garanties sur l'actif social ; - abandon de créances.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

#### ARTICLE 20 – DIRECTEUR GENERAL

Désignation. Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique afin de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique. Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions. La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président. Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président par démission, empêchement ou décès, le Directeur Général conserve ses fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

Révocation. Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité. En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants : - dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ; - exclusion du Directeur Général associé ; - interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération. La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail. La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général relèvent des conventions réglementées soumises à la procédure prévue à l'article 22 des statuts.

Pouvoirs. Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président. Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

KKWD

K7

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

#### **ARTICLE 21 - Commissaires aux comptes**

La désignation d'un Commissaire aux comptes n'est pas obligatoire.

Elle ne devient obligatoire que si la SAS dépasse pendant les deux exercices précédents un total bilan et un chiffre d'affaires fixés par la Loi, un nombre moyen de salariés au cours d'un exercice, fixés par la Loi ou contrôlant, au sens du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés ou étant contrôlée par une ou plusieurs sociétés. La désignation d'un commissaire aux comptes peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins de dixième du capital.

#### **Article 22 - Conventions entre la Société et ses dirigeants**

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre, d'une part, la Société, et d'autre part, son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le délai d'un mois à compter de sa conclusion. Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de cet exercice. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société. Les conventions courantes conclues à des conditions normales et qui, par leur objet ou leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties ne sont pas soumises à l'obligation de communication au président de la société.

**Article 23 - Comité d'entreprise** Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par les articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du Code du travail (reprenant les dispositions de l'ancien article L. 432-6 du Code du travail) auprès du Président.

#### **ARTICLE 24 - Domaine réservé à la collectivité des actionnaires**

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- fusion, scission, dissolution, apport partiel d'actifs ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président (ou : des membres du Comité de direction) ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote.

En cas de limitation des pouvoirs des dirigeants - autorisation des décisions du Président (ou : du Comité de direction) visées à l'article 19 (ou : 19 bis) des présents statuts.

#### **Article 25 - Règles de majorité**

Décisions prises à l'unanimité. Les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles requérant l'unanimité en application de la loi ;
- l'inaliénabilité des actions - l'agrément des cessions d'actions - la nullité des cessions d'actions - l'exclusion d'un actionnaire - la suspension des droits de vote - l'exclusion d'un actionnaire dont le contrôle est modifié
- la prorogation de la société
- la dissolution de la société
- la transformation de la société en une société d'une autre forme.

Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires. Les décisions collectives des associés autres que celles

KKWD

KM

énumérées ci-dessus sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

#### Article 26 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président. Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Eventuellement : Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électroniques répondant aux exigences de l'article R 225-97 du Code de commerce. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins. Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur. Quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement, par mandataire ou à distance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts. Pour participer aux décisions collectives, l'associé doit être en mesure de justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

#### Article 27 – Assemblées

Les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu. Cependant, tout associé disposant de plus de 25 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée. En application des dispositions de l'article L 2323-67 du Code du travail, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence. La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite vingt jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les actionnaires y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée. Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel il se rattache. Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 27 ci-après.

#### Article 28 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Les procès-verbaux doivent être signés par le Président et les associés présents. Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé. En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial visé ci-dessus.

#### Article 29 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation. Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports

KKWD

Kπ

du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés vingt jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du "Président" et des rapports des Commissaires aux comptes. S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## TITRE VI – EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

### Article 30 - Exercice social

L'exercice social commence le PREMIER JANVIER et se termine le TRENTE ET UN DECEMBRE de chaque année. Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au trente et un décembre 2018.

### Article 31 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce. Le Président établit les comptes annuels et les soumet, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice, à l'approbation de la collectivité des associés.

### Article 32 - Affectation et répartition du résultat

1. Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé : 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ; toutes sommes à porter en réserve en application de la loi. Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. 2. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions. 3. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi. 4. La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

### ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de

KKWD

KM

ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires. En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### TITRE VII TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

##### ARTICLE 35 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme. La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social. La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles. La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales. La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme. La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

#### TITRE VIII DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

##### Article 36 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires. La décision collective des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs. Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

KKWD

KO

## TITRE IX - CONTESTATIONS

### Article 37 - Contestations

Clause de droit commun. Toutes les contestations concernant les affaires sociales qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Le tribunal compétent, conformément au droit commun, est celui du domicile du défendeur.

Clause compromissoire. Les contestations relatives aux affaires sociales, qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes sont soumises à arbitrage. A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, et notifiera cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés sont chargés de choisir un troisième arbitre. A défaut d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci sera désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort. Les frais d'arbitrage sont partagés entre les parties.

## TITRE X CONSTITUTION DE LA SOCIETE

### Article 38 - Nomination des dirigeants

#### Nomination d'un Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée indéterminée est :

Monsieur KONE Mamadou  
Né le 01 janvier 1978 à Gbon (Cote d'Ivoire)  
De nationalité ivoirienne  
Demeurant au 56 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine

Il déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour son exercice.

### Article 39 - Nomination des premiers Commissaires aux comptes

La société ne nomme pas de Commissaire aux comptes lors de sa création.

Toutefois, elle devra nommer un ou plusieurs Commissaires aux comptes si, conformément à l'ARTICLE 21 des présents statuts, cela devient obligatoire.

### Article 40- Formalités de publicité – Immatriculation

Les formalités de publicité étant accomplies, un avis sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

### Article 41- Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

KKWD

KM

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux actionnaires avant la signature des statuts.

Fait à ASNIERES, le 9 août 2017

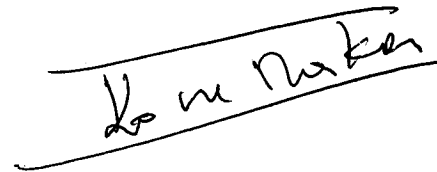
M. KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse  
Actionnaire

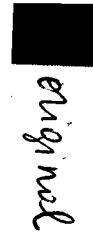
lu et approuvé



M. KONE Mamadou  
actionnaire, Président

Lu et approuvé  
Bon Pour acceptation du  
Poste de Président





**CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS  
SOCIETES EN FORMATION  
Souscription de capital**

Je, soussignée, Mme Kaddouri Karima, agissant en qualité de Conseiller Clientèle Professionnels du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 1000€ (mille euros) par virement bancaire LCL

Émis par Mr Kone Mamadou née le 01/01/1978 à Gbon Côte d'ivoire, Client LCL en sa qualité de fondateur de la société 2k Nettoyage en formation, dont le siège social sera situé 56 rue de la comète 92600 Asnières sur seine

Pour être portée au compte spécial intitulé : « **Société en formation / souscriptions du capital** ». Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire conformément à l'article L 223-7 du code de commerce.

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Asnières sur seine

Le 17/11/2017

LCL Asnières 6301  
82 636 rue Charles De Gaulle  
92 600 Asnières / Seine

## SOCIETE 2 K NETTOYAGE

Société par Action Simplifiée S.A.S

Au capital de : 1000€

Siège social : 56 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine

### Liste des souscripteurs d'actions S.A.S

Les soussignés :

**Monsieur KONE Mamadou**

Né le 01 janvier 1978 à GBON (COTE D'IVOIRE)

De nationalité Ivoirienne

Demeurant 56 rue de la Comète, 92600 Asnières-sur-Seine

A souscrit 70 ACTIONS (soixante-dix) actions d'un montant de 10 €(dix euros)

Soit un total de souscription de 700 € (sept cents euros)

ET

**Monsieur KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse**

né le 25 avril 1980 à DABOU (Cote d'Ivoire)

de nationalité ivoirienne

Demeurant 01 BP 5945 Abidjan 01 (Cote d'Ivoire)

A souscrit 30 ACTIONS (trente) actions d'un montant de 10 EUROS (dix €)

Soit un total de souscription de 300 EUROS (trois cents €)

#### La libération totale du capital

a été effectuée à hauteur de 1000 EUROS (mille euros)

auprès de :

LCL ASNIERES 530

32 Grande rue Charles DE GAULLE

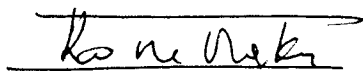
92600 Asnières-sur-Seine

Certifié exact, sincère et véritable par **LA TOTALITE DES ACTIONNAIRES** de  
2 K NETTOYAGE S.A.S. en cours d'immatriculation.

Fait à Asnières-sur-Seine

Le 23 novembre 2017

M. KONE Mamadou



M. KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse



## SOCIETE 2 K NETTOYAGE

Société par Action Simplifiée S.A.S

Au capital de : 1000€

Siège social : 56 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine

### Liste des souscripteurs d'actions S.A.S

Les soussignés :

**Monsieur KONE Mamadou**  
Né le 01 janvier 1978 à GBON (COTE D'IVOIRE)  
De nationalité Ivoirienne  
Demeurant 56 rue de la Comète, 92600 Asnières-sur-Seine

A souscrit 70 ACTIONS (soixante-dix) actions d'un montant de 10 €(dix euros)  
Soit un total de souscription de 700 € (sept cents euros)

ET

**Monsieur KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse**  
né le 25 avril 1980 à DABOU (Cote d'Ivoire)  
de nationalité ivoirienne  
Demeurant 01 BP 5945 Abidjan 01 (Cote d'Ivoire)

A souscrit 30 ACTIONS (trente) actions d'un montant de 10 EUROS (dix €)  
Soit un total de souscription de 300 EUROS (trois cents €)

#### La libération totale du capital

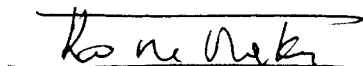
a été effectuée à hauteur de 1000 EUROS (mille euros)  
auprès de :

LCL ASNIERES 530  
32 Grande rue Charles DE GAULLE  
92600 Asnières-sur-Seine

Certifié exact, sincère et véritable par LA TOTALITE DES ACTIONNAIRES de  
2 K NETTOYAGE S.A.S. en cours d'immatriculation.

Fait à Asnières-sur-Seine  
Le 23 novembre 2017

M. KONE Mamadou



M. KOUADIO Kouabena Wilfried Delafosse

